

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Championnat

La menace terroriste, on ne le sait que trop, pèse aussi sur les manifestations sportives. Nous avons eu la naïveté de penser que la décision de maintenir le championnat d'Europe des nations (Euro) avait été mûrement réfléchie, au vu des risques pris et des parades mises en œuvre.

Des journalistes au fait de la stratégie élyséenne nous informent que l'enjeu de ce championnat est politique. François Hollande compterait sur l'Euro pour lancer sa campagne et remporter la présidentielle ! Comment peut-il croire qu'une compétition, aussi réussie soit-elle, puisse faire oublier les désastres du quinquennat ? Comment peut-il croire que Jacques Chirac a été réélu en 2002 à la suite de la victoire de l'équipe de France en 1998 ?

Mais voici un calcul beaucoup plus concret : François Hollande parie que le championnat mettra fin à la lutte contre la loi El Khomri car les Français plébisciteront le spectacle sportif... Cette partie là n'est pas jouée non plus mais il est établi que les calculs politiques l'emportent sur les impératifs de la sécurité.

François Hollande prend là une terrible responsabilité.

La France sur mer



Autriche

Lâche
soulagement

p. 2

Idées

Teilhard
depuis Verdun

p. 9

Le lâche soulagement

Ainsi donc le cauchemar en est resté au stade du mauvais rêve. Le candidat de l'extrême droite autrichienne Norbert Hofer n'a obtenu que 49,7 % des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle autrichienne, contre 50,3 % en faveur du candidat écologiste, Alexander Van der Bellen. 31 026 voix séparent les deux candidats, un rien, un écart de l'épaisseur d'un cil, qui interdit de pavoiser.

Il aura fallu attendre le dépouillement des votes par correspondance pour qu'on sache enfin le nom du nouveau président autrichien. Et la bonne nouvelle une fois connue, les commentateurs sociaux-libéraux y sont allés de leurs analyses louangeuses. Le cordon sanitaire a fonctionné. Les électeurs ont barré la route à l'extrême droite. Certes, l'afflux de réfugiés affole l'Autriche, les viols de la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne ont frappé l'opinion. Mais les digues ont tenu. *No Pasarán* ! Et c'est tant mieux bien sûr, même si la droite populiste autrichienne ne peut être assimilée au parti nazi. Pourtant s'en tenir à la présentation d'une stricte opposition entre une Autriche ouverte, jeune, européenne et une Autriche, vieille, rancie et repliée sur elle-même est un peu courte.

Les électeurs autrichiens ont largement condamné les partis de gouvernement. Conservateurs et socialistes ont été éliminés dès le premier tour de façon écrasante au profit d'un candidat écologiste indépendant et d'un candidat issu de la droite populiste, avec une candidate indépendante en troisième position, scénario inédit en Europe. Vote protestataire, qui exprime le rejet d'une vie politique où les sociaux-libéraux gou-

vernent avec les libéraux-sociaux, sans que l'on sache plus vraiment qui veut quoi et pourquoi ? D'ailleurs pourquoi le savoir ? Il n'y a pas de choix à effectuer, puisqu'il n'y a pas d'autre politique possible que *la gouvernance éclairée* inspirée par l'Union Européenne. Or les électeurs autrichiens ont montré que cette approche ne leur convenait pas et qu'ils souhaitaient avoir de vrais choix à effec-



tuer. Si les deux partis au pouvoir ne le comprennent pas, les lendemains déchanteront encore.

Incompréhensible dans un pays à la belle santé économique et où le taux de chômage atteint à peine les 5 %. Pourtant le vote ouvrier est allé majoritairement vers le FPÖ. Les ouvriers autrichiens n'auraient-ils pas compris à quel point ils étaient heureux ?

Ou bien serait-ce que l'indéniable réussite économique dissimule de profondes inégalités sociales et spatiales ? *Le Monde* lui-même le reconnaît. Les partis de gouvernement devront répondre aux angoisses qui se sont exprimées. Mais comment ? Le même journal nous explique que le président élu est un pragmatique proeuropéen, tout autant que le nouveau chancelier nommé entre les deux tours. Il y a donc fort à parier que rien ne changera jusqu'aux prochaines législatives. Et après ?

Mais au delà des analyses conjoncturelles peut-être convient-il de s'interroger sur l'identité autrichienne. Ce pays dont l'existence n'allait pas de soi s'est reconstruit après 1955 autour de l'idée de neutralité, une neutralité un peu particulière, occidentale sur le plan économique et progressiste sur le plan diplomatique. Le chancelier Bruno Kreisky en avait été, dans les années 1970, la brillante incarnation, n'hésitant pas à recevoir à Vienne, lui le juif autrichien, Arafat, le leader palestinien. Une audace que la Suisse voisine, neutre également, ne se serait pas permise. Savoir être à la fois dans le monde et hors du monde, un subtil exercice. Or depuis 1995, sans avoir abandonné sa neutralité, l'Autriche est engagée dans un processus politique où elle doit marcher de conserve avec ses partenaires européens avec un pouvoir décisionnel très relatif et avec le sentiment que sa destinée lui échappe. Et cette construction européenne toujours plus intégrante sonne à ses yeux le glas de sa spécificité. Face à cette situation, une initiative franco-allemande ou une fuite en avant supranationale ne sont plus de mise. Il faut refonder l'Europe à partir de ses nations et non pas contre.

Marc SÉVRIEN

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Championnat - P 2 : Autriche : Lâche soulagement - P 3 : Front National : Discret comme une violette - Echo des blogs : Les sadiques de l'Eurogroupe. - P 4 : Mers : Solides espaces fluides - P 5 : Nucléaire : Le grand débat - P 5 : Brèves : Roumanie, Géorgie, Russie, Wallis et Futuna - P 6-7 : Monarchies : Le rpyaume de Norvège - P 8 : Elysées : Au coeur du pouvoir - P 8 : Hérodote : Regard géopolitique - P 9 : Idées : Theillard depuis Verdun - P 10 : Biographie : Amado Granell, libérateur de Paris - P 11 : Souscription - Les Mercredis de la NAR - P 12 : Édito par François Villemonteix : Après eux le déluge.

Discret comme une violette

Depuis trois mois, un très important mouvement social se développe en France. Depuis trois mois, le Front national se tient dans l'abstinence médiatique et publie quelques communiqués mi-chèvre mi-chou mais résolument hostiles aux syndicats en lutte.

Marine Le Pen ? La grande vedette médiatique n'est pas là. Marion Maréchal-Le Pen ? Elle est ailleurs, par exemple en Italie à la mi-mars pour rencontrer ses amis identitaires de la Ligue du Nord qui veulent détruire l'unité italienne. Cohérente, la jeune Marion l'est doublement puisqu'elle suit une ligne conservatrice, libérale et identitaire qui évacue la question décisive de l'euro. Mais la présidente du Front national et son conseiller Florian Philippot ? Tous deux laissent entendre, par petites phrases bien balancées, qu'ils avaient la fibre sociale. Pourtant, au moment où une intersyndicale menée par la CGT et Force ouvrière mène la lutte contre la loi El Khomri en multipliant les manifestations et les grèves, le Front national se tait. Enfin presque...

Les sites frontistes publient tout de même quelques communiqués qui constituent un bel exercice d'équilibrisme. En pleine période de tension sociale, on invoque la *France apaisée* - c'est le slogan de Marine Le Pen pour la présidentielle. Ceci pour mieux renvoyer les adversaires dos à dos : le gouvernement qui a utilisé l'article 49-3 et qui obéit aux injonctions de Bruxelles (1) et les syndicats qui veulent paralyser le pays. Marion Maréchal-Le Pen joue la même musique en affirmant que les Français sont pris en otage par deux minorités : le gouvernement et une CGT sectaire. Prise d'otages ? La formule est d'une fascinante originalité. Surtout, les rédacteurs des communiqués marionnistes et marionnistes oublient que la lutte associe la CGT, Force ouvrière, Sud, la FSU, les syndicats étudiants et lycéens. Comme le gouvernement, comme les grands médias, le Front national cible la seule CGT...

Plus significatif encore : la dénonciation des grèves et l'appel lancé au gouvernement pour qu'il fasse évacuer les raffineries occupées par les grévistes. Les syndiqués et les salariés en lutte contre la loi El Khomri qui ont apporté leurs suffrages au Front national ces dernières années se souviendront de l'hypocrisie frontiste. Ses dirigeants dénoncent une loi antisociale dictée par Bruxelles mais quand vient l'épreuve de force qui peut aboutir au retrait du texte, on appelle le gouvernement à réprimer les syndicalistes ! Telle est le véritable sens de la *France apaisée* : sous les propos à l'eau de rose, l'extrême droite des briseurs de grève pointe son vilain nez.

Sylvie FERNOY

(1) Ce thème a été piqué à Coralie Delaume. Voir son excellent article dans Le Figaro du 16 mai : <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/05/17/31001-20160517ARTFIG00137-ce-que-la-loi-el-khomri-doit-a-l-union-europeenne.php>

Les sadiques de l'Eurogroupe

Plus le gouvernement grec concède à l'Eurogroupe, plus les sadiques de Bruxelles augmentent la pression sur celui-ci, en rapprochant puis en éloignant la carotte du rééchelonnement de la dette.

Sur son blog, (1) Olivier Delorme tient la chronique du désastre en cours : « Comme je l'avais annoncé dès juillet, la capitulation de Tsipras et le vote dans des conditions contraires à tous les engagements pris devant les électeurs autant qu'aux droits du Parlement du troisième mémorandum [...] Les trois ou quatre premiers mémorandums ayant échoué parce que leur logique déflationniste ne peut que conduire à l'échec, il fallait donc encore aggraver cette logique déflationniste par un nouveau train de mesures, toujours plus anti-démocratiques, toujours plus ravageuses pour la société, toujours plus imbéciles au regard des logiques économiques, toujours plus juteuses pour les charognards de la cupidocratie qui nous gouverne. » De fait, on privatise à tout-va, on comprime encore les revenus et on achève de ruiner l'indépendance grecque en obligeant le gouvernement et le Parlement à accepter des mesures anti-constitutionnelles - par exemple des coupes automatiques dans le budget en cas de non-respect des objectifs de réduction des dépenses publiques.

L'Eurogroupe a approuvé le 25 mai ce programme de dévastation et accordé une tranche d'aide - mais sans rien promettre sur la question de la dette puisque les discussions sont reportées à 2018. Comme l'explique Romaric Godin dans *La Tribune*, (2) Alexis Tsipras a perdu, lui qui annonçait une négociation sur la dette pour l'automne 2015 : « Le programme se fera sans certitude sur la dette et devient même une condition des discussions sur la dette. Ce qu'a obtenu Alexis Tsipras, c'est donc une austérité inconditionnelle. Austérité qui va alourdir encore le poids de la dette, non seulement en affaiblissant encore l'économie, mais aussi en obligeant le pays à s'endetter pour faire face à ses obligations et notamment au remboursement des prêts du Mécanisme européen de stabilité (MES). La Grèce doit rembourser d'ici à 2018 10 milliards au MES et pour cela, il s'endettera auprès... du MES. Bref, là encore, on poursuit la cavalerie financière habituelle sans en changer la logique. »

La raison de cette folie austéritaire ? « Le seul but réel de cet accord trouvé à l'Eurogroupe était d'accorder la situation avec le calendrier électoral allemand », explique Romaric Godin. Angela Merkel est fort embarrassée par la progression d'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et « la priorité de la chancellerie consiste donc à éviter que la question de la dette grecque ne vienne rajouter en 2017 de l'eau au moulin d'AfD qui est née, rappelons-le, d'une opposition à la politique européenne d'Angela Merkel. » Ceux qui osent encore invoquer un intérêt européen sont de sinistres farceurs.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.olivier-delorme.com/odblog/>

(2) <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-le-bluff-fragile-de-l-eurogroupe-574291.html>

Solides espaces fluides

Et si demain la France devenait la première puissance maritime du monde ? Plaisanterie, gageure, rêve éveillé ? Où il est démontré que notre pays pourrait avoir de belles décennies de développement devant lui.

La France terrestre c'est 550 000 km², 675 417 avec l'Outre-mer. Pas bien grande comparée aux géants que sont, dans l'ordre : Russie, Canada, États-Unis, Chine. Du point de vue du domaine maritime, la donne n'est plus la même. La France est le deuxième grand pays maritime, avec une zone économique exclusive (ZEE) de 11 millions de km² derrière les États-Unis. La France est présente sur quatre continents, le cinquième, l'Asie ne connaît plus de présence française depuis le mitan des années 1950 ; 97 % de notre espace se situe Outre-mer dont 40 % pour la seule Polynésie. En comparaison, le domaine maritime britannique est quasi deux fois moins étendu et le domaine maritime allemand se limite à 57 000 km². La France est également la seconde plus grande (ZEE) derrière les États-Unis et devant l'Australie.

La définition de frontières et de délimitations en milieu maritime a des implications considérables du point de vue du partage des ressources et de la gestion des droits de passage. La Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer (CNUDM) signée à Montego Bay (Jamaïque) en 1982, est entrée en vigueur le 16 novembre 1994. Il y avait 148 États signataires de la Convention au 1er février 2005. Elle établit un zonage de souveraineté en partant du littoral vers la haute mer.

La ZEE de la France représente à peu près 8 % de la surface de toutes les ZEE du monde, tandis que la superficie terrestre de la République française ne représente que 0,46 % de la superficie des terres émergées. La ZEE est l'espace sur lequel s'exerce la pleine souveraineté d'un pays, c'est-à-dire politique et économique. Le plateau continental était d'abord une notion géologique, c'est l'espace qui se situe entre les côtes et les grands fonds. La ZEE s'étend jusqu'à 200 milles marins,

dits nautiques, soient environ 375 km des côtes. S'il s'avère que le plateau continental va au-delà de cette mesure, les droits peuvent être étendus jusqu'à 350 nautiques des côtes, soient 640 km. Les espaces situés au-delà de la limite la plus éloignée des côtes constitue un élément du Patrimoine commun de l'Humanité, géré par une organisation internationale ad hoc. Cette réglementation n'est pas appliquée en Méditerranée ou seule est prise en compte (par la totalité des États) la règle des eaux territoriales.

Lorsque vous êtes coincés entre la Baltique et la mer du Nord, votre zone de souveraineté va bien moins loin si vous êtes Allemand, Danois... les Norvégiens ne sont pas coincés, leur ZEE est ouverte sur l'Atlantique nord et l'océan Arctique. Sur la zone susdite, vous êtes parfaitement libre de vous livrer à l'étude du milieu et de son exploitation.

Au départ, les négociations qui aboutissent à la CNUDM, extrêmement longues et difficiles, visaient l'exploitation pétrolière, puisqu'il est connu que les ressources purement terrestres sont en voie de tarissement. Pour être largement ignorés quant à leur importance et leur situation, les gisements marins ne peuvent pourtant manquer de nous intéresser. Tout comme ne manqueront pas d'être regardées les ressources en métaux, primaires ou rares. Au rythme où va l'augmentation de la consommation des matières premières industrielles, les océans offrent bien des perspectives.

Les plateaux continentaux sont-ils pour autant devenus de nouveaux eldorado ? Peut-être, mais ce n'est pas si simple. L'exploration des fonds et partant leur exploitation, notamment pour les métaux, n'en sont qu'à leurs balbutiements. Même si le prix des matières premières est actuellement bas, il n'en demeure pas moins que les tensions sur

les marchés existent et que la poursuite du développement économique, et donc industriel, exige la fourniture des ressources nécessaires. La prospection maritime devient donc essentielle.

Commençons par les craintes. Le milieu naturel n'est encore que peu connu et toute exploitation, notamment minière, a un impact fort sur les milieux. Il est invraisemblable d'imaginer que les mêmes pratiques puissent être étendues de la terre à la mer. La catastrophe ne serait pas bien loin, surtout si on laisse opérer la *loi du marché*. Voir l'exemple du nickel en Nouvelle-Calédonie, qui a détruit tout l'écosystème maritime du nord de l'île.

Cette question est d'abord politique. La France a toujours fait partie des pionniers dans le domaine de la recherche marine, avec le Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO), puis des perspectives d'exploitation avec l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ; et l'existence d'industries spécialisées dans les technologies sous-marines, dont la COMEX. Mais, avant tout, il faut que les politiques s'emparent enfin de ce dossier et en fassent la base d'un vrai projet pour le pays. Cela nous permettrait d'amoindrir à terme notre dépendance envers les ressources naturelles absentes du territoire métropolitain et devenir un horizon de développement. L'UE ne s'y trompe d'ailleurs pas en menant des études poussées sur ces questions.

Cela dit il s'agit pour le moment d'un potentiel, encore pratiquement inutilisable. Mais il est vrai que dans un monde fini, dont les ressources naturelles non-renouvelables seront forcément épuisées dans un avenir pas très lointain, la France se retrouve avec des « réserves » pour le futur. Sans parler de la pêche - la pêcherie thonière française est l'une des plus importantes en Europe (avec les Espagnols) et dans le monde - et plus généralement des sources d'énergies futures qui là encore restent potentielles.

Imaginez simplement le poids politique, notamment face à l'Allemagne, d'une France qui connaîtrait de telles perspectives ? Demandez-vous si un tel projet n'est pas ce qui nous manque ? Le seul à en avoir parlé, plutôt brillamment d'ailleurs, est Jean-Luc Mélenchon. Serons-nous toujours à la traîne ou nous déciderons-nous enfin à gagner notre liberté et notre avenir ?

Charles GUÉMÉNÉ

Le grand débat

De Prague à Hiroshima, les discours d'Obama sont intelligents mais déconnectés des réalités. La stratégie atomique est plus d'actualité que le désarmement ou le pacifisme, surtout en Asie.

Le président Obama quitte la scène par où il y est entré. Le comité du prix Nobel de la paix le lui avait décerné dès 2009 sur la foi de son discours à Prague la même année. Il y évoquait l'horizon d'un monde sans armes nucléaires. Typique d'une rhétorique idéaliste commune à la plupart des présidents américains (de Wilson à Eisenhower qui en 1953 avait déjà rendu célèbre « *l'atome au service de la paix* »), il en fixait simplement l'échéance au-delà de sa propre vie (il avait alors 48 ans). Le fait qu'il n'ait pas voulu abandonner la Maison Blanche sans avoir été le premier président américain à se rendre sur le site de l'explosion d'Hiroshima du 6 août 1945, après plus de 70 ans, est certes méritoire mais en dit long sur la durée historique.

Les comptes de la guerre du Pacifique ne sont pas encore soldés. Le Premier ministre japonais Shinzō Abe devrait effectuer à l'été une visite réciproque à Pearl Harbor, 75 ans après le bombardement de la flotte américaine par l'aviation japonaise. L'histoire n'a pas encore pleinement rendu son verdict sur les enchaînements de causes qui expliquent ces deux événements de début et de fin du conflit en 1941 et en 1945. Mais leurs conséquences continuent de se dérouler jusqu'à aujourd'hui qui affectent directement la France. On n'en citera ici que deux :

Le gouvernement français s'est félicité du *contrat du siècle* que constituerait la vente de sous-marins à l'Australie. Or avec qui nos chantiers étaient-ils en concurrence ? Avec le Japon. Pourquoi ? Parce que la diète japonaise a passé il y a deux ans une loi autorisant la vente à l'exportation de ce type d'armements dont le Japon lui-même n'est pas doté. Ses sous-marins n'ont pas la capacité de ceux dont disposeront les Australiens. À charge pour ceux-ci de faire la police de la mer de Chine et au-delà à leur place. Mais le paysage japonais est en train de changer rapidement. Ses forces légalement d'auto-défense peuvent désormais participer à des opérations lointaines dans le

cadre de ses alliances. Les capacités scientifiques du Japon ne connaissent de limites que celles fixées par la conjoncture politique. Pour combien de temps si Trump était élu et laissait à Tokyo la bride sur le cou pour « *partager le fardeau* » ou si Sanders réussissait à influencer sur la plate-forme de la candidate démocrate dans le sens du pacifisme laissant aux Japonais le soin de prendre leurs responsabilités ?

La seconde conséquence pour la France est plus fondamentale car elle concerne le programme de modernisation de la force de dissuasion. Le président des États-Unis, quoi qu'il en ait, n'a pas pu faire autrement que de promettre au Congrès le lancement d'un programme complet de mise à niveau du potentiel stratégique américain pour un montant d'un trillion de dollars (mille milliards) sur dix ans, chiffre moins impressionnant si on le rapporte au budget total annuel du Pentagone. Les anciens matériels dont les noms nous étaient devenus familiers (Tomahawk, Minuteman, B-52) devraient être remplacés par de nouveaux dispositifs plus performants. La bombe atomique elle-même devrait changer de nature. Il ne s'agit plus de bombe A ou H mais d'explosifs à puissance variable pour s'adapter à toute circonstance. Selon certains experts, la limite entre dissuasion (non-emploi) et emploi ne serait pas remise en cause mais on peut en douter. Autant d'implications pour la mise à jour de la force stratégique française. (1)

Tout ceci conduit à penser que les guerres conventionnelles que les Américains ont menées en Afghanistan et en Irak qui les ont ramenés à des théories datant de la guerre en Algérie ont fait illusion. La fin de la guerre froide en Europe - souligné : en Europe - a fait le reste. Il est grand temps de faire revivre les écoles de théorie stratégique qui avaient connu leur heure de gloire dans les années 60 avant et après la crise de Cuba. Raymond Aron (2) et Pierre-Marie Gallois, où êtes-vous ? Jean-Pierre Dupuy ne cesse de le répéter : la logique de la dissuasion, est plus que jamais d'actualité.

Certes l'exercice est plus compliqué depuis qu'États-Unis et Russie ont perdu leur duopole et que la dissémination nucléaire concerne virtuellement des dizaines de pays. Raison de plus d'en repenser la théorie afin de conduire à une pratique. La France a tout à gagner à valoriser en la matière une expertise scientifique qui lui rappelle qu'elle est membre d'un club très exclusif et très recherché dans le monde, la voie royale peut-être vers d'autres prix Nobel de la paix.

Yves LA MARCK

(1) Jean Guisnel & Bruno Tertrais, *Le président et la bombe*, Odile Jacob, mai/2016, 336 pages, prix public : 22,90 €, sur lequel nous reviendrons.

(2) « *Le grand débat. Initiation à la stratégie atomique* », 1963, Calmann-Lévy.

Brèves

Roumanie

Le 14 mai : À l'occasion du 150^e anniversaire de la maison royale, qui a réuni au château de Peles plus de 5 000 monarchistes, une délégation de l'Association du royaume de Serbie, l'un des plus importants mouvements monarchistes serbes et l'Alliance nationale pour la restauration de la monarchie de Roumanie ont signé un accord historique de partenariat. Les partisans du roi **Michel** ont également appelé la famille royale à faire preuve de plus d'unité afin de ne pas menacer le processus hypothétique de restauration de la monarchie.

Géorgie

Le 15 mai : Le duc de Bragance **Dom Duarte**, prétendant au trône du Portugal, a été reçu officiellement par le prétendant au trône de Géorgie, le prince **David Bragation**. Les deux maisons royales ont décidé de renouer avec la vieille tradition des liens entre monarchies.

Russie

Le 16 mai : Visite de quatre jours de la Grande-duchesse **Maria Vladimirovna** et de son fils le prince Georges, en Crimée, pour le centenaire de la visite de Nicolas II à Yalta. La prétendante au trône impérial de Russie a inauguré un buste à l'effigie du tsar assassiné par les communistes en 1918. Les autorités de Crimée n'ont pas caché qu'elles souhaitent voir les Romanov s'installer dans cette région, anciennement ukrainienne.

Wallis et Futuna

Le 18 mai : Le roi d'Alo, **Petelo Sea** a abdicqué. Couronné en 2014, il avait mis fin à quatre ans de vacance du pouvoir marqués par les nombreuses destitutions de tous ses prédécesseurs. Il ne reste plus qu'un roi en fonction sur Wallis et Futuna.

Frederic de NATAL

Le royaume de Norvège

L'arrivée sur le trône suédois du maréchal Jean-Baptiste Bernadotte, en 1814, va profondément changer le visage de la Scandinavie. L'ère napoléonienne s'achève et les monarques européens commencent à reconstruire les frontières.

Alors encore prince héritier, Bernadotte s'aperçoit qu'il est plus avantageux d'acquiescer à la Norvège que de conquérir la Finlande. Avec la défaite de Napoléon Ier à Leipzig puis l'invasion de la France par les forces coalisées, son allié danois est bientôt contraint par ces dernières de signer l'humiliant traité de Kiel le 14 janvier 1814. Le territoire norvégien passe alors directement sous le giron suédois en récompense de son alliance avec le Royaume-Uni.

Si, sur le papier, la Norvège a un nouveau souverain, il en va tout autrement dans la réalité politique. Le prince héritier Christian-Frédéric, alors vice-roi (stattholder) de Norvège, est très populaire. Une assemblée acquiesce à sa cause s'empresse, le 10 avril, de le proclamer roi d'une Norvège quasiment indignée d'être vendue au mépris de sa souveraineté. Le pays se divise et menace de plonger dans la guerre civile. Majoritaire face aux unionistes (33 députés), les partisans du prince danois (78 députés) font également voter une loi qui stipule que le souverain ne peut être catholique mais luthérien, espérant empêcher ainsi Bernadotte d'accéder au trône. Agacé par ce qui est un véritable coup d'État, la Suède envoie des troupes qui, en quelques semaines, vont venir à bout de la résistance organisée par ce prince. Christian-Frédéric n'aura pas d'autre choix que de remettre ses pouvoirs au Storting (Parlement) qui validera finalement l'acte d'union.

Bien que sous domination suédoise, le pays conserve sa propre Constitu-

tion qui sépare les trois pouvoirs et qui autorise toutes les classes sociales à participer aux affaires gouvernementales. Ce qui ne sera pas sans heurts avec le royaume suédois, plus stratifié et autocratique.



En 1884, la Norvège se dote d'une Constitution entièrement parlementaire qui enlève au roi Oscar II (le seul des Bernadotte à avoir appris la langue norvégienne), la majeure partie de ses prérogatives et qui ne l'autorise plus à choisir ses ministres. Pire, le Parlement a déjà obtenu l'abolition du poste de vice-roi en 1873 après avoir forcé la couronne suédoise à accepter en 1829 que ce soient des Norvégiens qui en portent exclusivement le titre. C'est ici le début d'un lent processus qui va mener le pays vers l'indépendance. Un vent de nationalisme scandinave flotte alors en Norvège. En février 1905, le Parlement norvégien réclame le droit de

nommer ses propres consuls à l'étranger. Le roi Oscar II s'y oppose farouchement. Les tensions s'exacerbent de part et d'autre et aboutissent à la mise en place d'un référendum en août suivant. C'est un franc succès pour les indépendantistes qui ont fait l'économie d'une révolution. Le roi de Suède prend acte de la rupture des « liens personnels » qui l'unissait à la Norvège et renonce à la couronne en octobre, interdisant à tous membres de sa famille de postuler à celle-ci désormais vacante.

Réunis en session extraordinaire, le Parlement va alors débattre de la forme de gouvernement à adopter. République ou monarchie ? C'est un autre référendum qui finalement approuvera le système monarchique à plus de 79 %. De tous les princes sonnés, ce fut le prince Charles de Danemark qui fit consensus autour de lui.

Ce fils cadet du roi Frédéric VIII avait à la fois l'avantage d'être marié à la princesse Maud de Galles - sa cousine germaine, fille du roi Édouard VII du Royaume-Uni et de la princesse Alexandra du Danemark (pour Maud de Galles le roi Frédéric VIII était à la fois son beau-père et son oncle par sa mère) --et d'avoir un fils dont le bas âge lui permettrait de s'adapter rapidement à sa nouvelle patrie. Ses points de vue libéraux et son sens de la démocratie avaient ému la délégation venue lui proposer une couronne. À trente-trois ans, Charles de Danemark était élu roi de Norvège par un Parlement. Pour renouer avec la lignée des anciens souverains vikings du pays, le prince Charles prit le nom de règne d'Haakon VII. Son élection fit grincer les dents de ces quelques souveraines douairières qui, derrière les rideaux du sacre, exprimaient leur dégoût de voir un prince européen couronné dans l'ancienne cathédrale royale de Trondheim, le 22 juin 1906, par de simples députés.

Le couple royal traversa tout le pays, fit connaissance avec ses nouveaux sujets conquis par la fraîcheur du roi et de la reine - cette dernière ne pouvait s'empêcher de faire des plaisanteries. Si les pouvoirs du roi avait été considérablement réduits, le rendant très cérémonial, il bénéficia tout au

long de son règne d'une popularité sans faille. Lors de la création du Parti communiste en 1923, issu d'une scission avec le parti socialiste (au pouvoir de 1925 à 1940), le roi n'hésita pas à dire qu'il était le souverain de tous les Norvégiens y compris des communistes. Accessible, recevant les uns et les autres sans protocole, on pouvait apprécier de voir ce couple skier en toute simplicité.

C'est sous la Seconde Guerre mondiale, qu'Haakon VII devint véritablement l'incarnation de l'unité nationale. Son monogramme H 7 devint l'insigne de la Résistance. Lors de l'invasion de son pays par les nazis en avril 1940, le roi refusa de nommer Premier ministre Vidkun Quisling, le leader fasciste du *Nasjonal Samling* et ancien ministre de la Défense. Submergés par les nazis, la famille royale et le gouvernement seront exfiltrés de justesse du royaume de Norvège par les forces anglaises, en juin. Le roi enregistrera régulièrement des messages à l'adresse de la Résistance et le Parlement refusa même de déposer le souverain en dépit des menaces nazies de mettre en camp de concentration tous les Norvégiens en âge de prendre les armes. La fuite du roi permit à Quisling de s'emparer du pouvoir et d'instaurer un régime de collaboration extrême jusqu'à la libération en mai 1945.

C'est en *père de la nation* que le roi Haakon VII entra en Norvège, accueilli dans l'enthousiasme général. Il s'empressa de faire le tour de son royaume et organisa la reconstruction de son pays. Lors de son 75e anniversaire, en remerciement de ses actions, les Norvégiens se cotisèrent et offrirent un yacht à leur souverain. Victime d'un accident vasculaire en 1955 et veuf depuis 1938, il se retira doucement des affaires du pays et décéda le 21 septembre 1957, laissant derrière lui une monarchie unie et ancrée dans l'esprit de tout un peuple. Son fils, Olav V lui succéda naturellement sur le trône mais renonça à la cérémonie du sacre pour lui substituer une simple consécration religieuse.

Né sous le prénom d'Alexandre, il a deux ans lors de l'accession au trône de ses parents. Étudiant doué, militaire



accompli, ce passionné de sport resta auprès de son père lors de l'invasion du royaume par les Allemands. Lors du sauvetage de sa famille par les Britanniques, son père dut fortement insister pour que son fils parte avec eux. Profondément patriote, le prince héritier entendait alors rester combattre avec la Résistance comme son épouse, la princesse Martha de Suède (1901-1954),



sa cousine germaine, qui encouragea les Norvégiennes à contribuer à la protection de leur pays. La fougue de la princesse héritière était elle que lors de sa visite au président Roosevelt, il est dit que ce dernier tomba sous son charme et n'hésita pas à lui déclarer sa flamme.

Devenu chef de la défense norvégienne en 1944, Olav fut nommé régent

de son père jusqu'au retour de celui-ci. Surnommé le *Roi du peuple*, il conduisait lui-même sa voiture, parfois sans escorte dans les rues d'Oslo affirmant qu'il n'avait nul besoin de protections « *puisque'il avait quatre millions de gardes du corps.* » Lors de son enterrement le 17 janvier 1991, ce sont des centaines de milliers de Norvégiens qui accompagnent le souverain vers sa dernière demeure. C'est désormais son fils, Harald V, qui règne depuis sur la Norvège. Âgé de 79 ans, celui dont les Allemands songèrent à mettre sur le trône et qui fut porte-drapeau de son pays aux Jeux olympiques de 1964, avait dû se battre pour imposer à sa famille, son amour de jeunesse, la roturière Sonja Haraldsen qu'il fréquentait depuis une décennie.

Depuis 2003, son fils le prince Haakon Magnus assure régulièrement la régence d'une monarchie fondée sur la primogéniture stricte, sans distinction de sexe et dotée d'une Constitution qui s'inspire, depuis son indépendance, à la fois de celle de la France et celle des États-Unis. À mi-chemin entre royauté et bourgeoisie, elle était encore plébiscitée, en 2014, par plus de 82 % de Norvégiens.

Un symbole de continuité et un modèle d'unité dans une Europe où les Républiques restent majoritaires.

Frédéric de NATAL

Au coeur du pouvoir

Deux journalistes ont eu la bonne idée d'interroger les anciens secrétaires généraux de la Présidence, serviteurs aussi discrets qu'irremplaçables de l'homme et de la fonction.

Le secrétaire général de la présidence de la République n'est pas un simple secrétaire, comme le croyait Pierre Bérégovoy en 1981. Ce n'est pas non plus un technicien : pour le droit, il faut s'adresser au secrétaire général du gouvernement et pour l'organisation pratique de l'activité présidentielle, il est préférable de voir le directeur de cabinet ou le chef de cabinet.

À l'Élysée, le secrétaire général est l'homme - ou la femme - vers qui tout remonte : notes, informations, confidences. Il voit presque tout, il est supposé tout savoir car il est l'oreille du Président et, quand il parle, c'est le chef de l'État qui s'exprime. Parfois, quand le visiteur est lui-même discret, c'est le subconscient présidentiel qui se dévoile car le secrétaire général est plus que tout autre l'homme du secret. Il connaît, entre autres, les secrets du chef de l'État - grands amours, passions charnelles mais aussi faiblesses physiques et maladies - aussi bien que les secrets de l'État.

Tous se confient un peu dans les entretiens qu'ils ont accordés à César Armand et Romain Bongibault. (1) Mais, autant que je puisse en juger en rassemblant mes souvenirs d'entretiens avec deux d'entre eux, ils continuent de respecter le devoir de réserve et c'est bien ainsi. Les rivalités du sérail, l'obscurité des ambitions, la cruauté des affrontements à l'intérieur du même camp sont évoqués sans trop de détails. Cependant, il est bon qu'on se souvienne grâce à eux des violences subies par Édith Cresson - les méchancetés de ses camarades socialistes, les agressions physiques des militants de la FNSEA, l'acharnement inouï des grands médias. Il est agréable d'apprendre que Jacques Chirac était d'une élégance parfaite avec ses collaborateurs : une réussite, c'était grâce à eux, un problème, c'était la responsabilité du Président. Les souffrances physiques de François Mitterrand à la fin de son deuxième septennat et l'aide que lui apportait Anne Lauvergeon sont évoquées avec tact.

Le secrétaire général doit se tenir à distance des phénomènes de Cour pour assurer sa mission au cœur des institutions. Son rôle est capital pendant les périodes de cohabitation entre la droite et la gauche mais aussi quand il y a affrontement entre un Président et un Premier ministre de même tendance. Jean-Louis Bianco a connu les deux situations : la cohabitation entre François Mitterrand et Jacques Chirac, et les relations, froidement haineuses, avec Michel Rocard.

Écrasé de tâches et des responsabilités, tout secrétaire général mène une vie épuisante au cours de laquelle la vie privée est sacrifiée. Une fonction politique, c'est toujours plus qu'un métier.

Bertrand RENOUVIN

(1) César Armand & Romain Bongibault - *Dans l'ombre des présidents*, Fayard, mars/2016. 204 pages, prix public : 18 €.

Regard géopolitique

Hérodote fête ses quarante ans. À raison de quatre livraisons par an, la revue en est à son numéro 160-161, un numéro double consacré au monde arabe. Les équipes qui ont succédé à Yves Lacoste font mine de s'en étonner mais tout le mérite leur revient. Elles ont réhabilité le terme de géopolitique trop dépendant hier de la volonté de puissance et longtemps encore - ce n'est pas fini - instrument de la réflexion stratégique militaire. « *La géographie, cela sert d'abord à faire la guerre* », proclamait en 1976 Yves Lacoste. Du Vietnam au Golfe, de l'Afghanistan à la Syrie, le propos est toujours d'actualité. Si *Hérodote* a voulu sauver la géopolitique de ses multiples instrumentalisation (de la revue géopolitique de l'ex-conseillère du président Pompidou, Marie-France Garaud, à la somme de l'ex-conseiller de Marine Le Pen, Aymeric Chauprade), c'est grâce à son professionnalisme mais aussi à son pragmatisme. Entre les tiers-mondismes de sa première décennie (années 70) et le « *choc des civilisations* » qui hante les mentalités depuis le milieu des années 90, *Hérodote* suit un chenal de plus en plus étroit à bonne distance des idéologies et des déterminismes. Son approche méthodique des diverses situations défie toute généralisation et repousse le globalisme.

Le choix d'une revue thématique est en soi un garde-fou contre à la fois les emportements médiatiques immédiats et la prétention à une fausse universalité. Ce parti-pris qu'on pourrait penser structuraliste est au contraire celui qui permet une meilleure comparaison dans le temps donc la prise en compte des évolutions historiques. L'animatrice de la revue, Béatrice Giblin, en fait la démonstration à partir des trois grandes livraisons qu'*Hérodote* dans les vingt dernières années avait consacrées au sujet : « *Géopolitiques des islams* » (1984-85), « *L'Occident et la guerre des Arabes* » (1991) et ce numéro-ci intitulé « *Le monde arabe, regards géopolitiques*. » Bien sûr, entre 1991 et 2016, il y eut plusieurs numéros dévolus à tel ou tel pays arabe au Proche-Orient ou au Maghreb mais pas de revue d'ensemble, ce qui correspondait aussi à une phase historique où l'espace considéré était plus sectorisé qu'il ne l'est aujourd'hui. Les printemps arabes et surtout les réactions qu'ils ont occasionnées ont redonné une unité à ce champ d'études même si c'est sous la forme d'un champ de bataille. Le numéro l'aborde à la fois dans le regard des voisins non arabes - Israéliens, Turcs ou Iraniens - et de l'intérieur - Égypte, Syrie, Arabie saoudite, Yémen, Palestine, sans oublier les Arabes chrétiens « *miroirs des échecs politiques du monde arabe* ».

La parution de ce numéro est survenue en même temps que le décès de l'épouse d'Yves Lacoste, ethnologue spécialiste de la Kabylie qui avait toujours apporté à *Hérodote* la contribution d'une discipline complémentaire. Il est en effet juste de mentionner que le regard de la revue de plus en plus s'est porté, comme l'ethnologie, sur la France à laquelle sont régulièrement consacrés des numéros dont le prochain en septembre portera sur le « 9-3 ». La géopolitique à la française a eu à cet égard un rôle de précurseur.

YLM

Teilhard depuis Verdun

Le père Teilhard de Chardin était à Verdun. Il vécut la terrible bataille, pleinement exposé à la mort, qui fauchait ses compagnons du Front. *« Sauf aux moments de bombardements intenses, où la vie devient plus animale, absorbée et encombrée dans les sifflements et les explosions, j'ai gardé le goût de penser. Mon regret est de n'avoir pas su assez, peut-être, fortifier et consoler tels ou tels de mes amis. Mais jusqu'à ce qu'on apprenne brusquement qu'ils ont reçu une balle dans la tête, cela paraît si peu vraisemblable, que ceux qu'on rencontre en pleine santé, sur la ligne, doivent finir si vite, qu'on est souvent gêné pour parler carrément de la fin prochaine »* (23 août 1916). Un an plus tard, Teilhard osera pourtant parler de sa « nostalgie du Front » et il s'en explique : *« Le Front attire invinciblement parce qu'il est, pour une part, l'extrême limite de nulle part ailleurs, - mais on y voit affleurer, en soi, un fond de lucidité, d'énergie, de liberté qui ne se manifeste guère ailleurs, dans la vie commune - et cette forme nouvelle qui révèle alors l'âme, c'est celle de l'individu prenant conscience de cette situation nouvelle. »* A sa cousine Marguerite Teilhard-Chambon, il écrira aussi à propos de cette nostalgie : *« La réalité surhumaine qui s'est manifestée (aux survivants du Front), parmi les trous d'obus et les fils de fer, ne se retirera pas complètement du Monde apaisé. Elle l'habitera toujours quoi que plus cadrée »* (23 septembre 1917).

Ces propos singuliers sont significatifs d'une personnalité intellectuelle et morale, qui n'appartient qu'à lui, Pierre Teilhard de Chardin ! Il n'est nullement insensible à l'horreur de la situation. Comme brancardier, il a fait partie d'une des catégories des soldats qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre. Autant que tout autre, il a partagé l'angoisse et la douleur du massacre. Mais son regard ne peut s'empêcher de saisir dans la brutalité du Front une sorte de grandeur incommensurable qui appartient à l'humanité. Une humanité qu'il saisit dans le mouvement entier du temps, grâce à son savoir de paléontologue, mais aussi une foi suréminente. Il ne faut pas se tromper là-dessus. La foi chrétienne du père Teilhard est d'une authenticité et d'une orthodoxie absolues. Mais elle suscite en lui une vision d'une force poétique étonnante. Force poétique, bien étrangère à la gnose qu'on a voulu dénoncer chez lui. C'est son ministère sacerdotal qui lui permet de célébrer sa fameuse messe sur le monde. *« Ô prêtres qui êtes à la guerre, s'il en est parmi vous, que déconcertent une situation aussi imprévue, et l'absence de messes dites ou de ministère accompli, souvenez-vous qu'à côté des sacrements à conférer aux personnes, plus haut que le soin des personnes isolées, vous avez une fonction universelle à remplir, l'offrande à Dieu du monde entier. »* Bien sûr, il faut s'habituer au style Teilhard qui relève justement de cette poésie, même lorsqu'il s'agit de descriptions scientifiques. Le père de Lubac établissait une correspondance avec le Claudel de Connaissance de l'Est.

Certes, par rapport à Bernanos qui a vécu la même expérience, la tonalité apparaît radicalement différente. Encore faut-il bien l'appréhender. Il ne s'agit pas vraiment d'un optimisme s'opposant à un pessimisme, l'optimisme teilhardien étant un peu étrange, puisque né dans la boue de Douaumont.



C'est qu'il y a chez le jésuite un sens aigu d'une eschatologie, méditée chez saint Paul, et qui englobe la Création entière dans un grand mouvement vers l'en avant. Bernanos aussi était un mystique de l'en avant. Mais d'un autre genre. Car, à sa façon, Teilhard appartient à l'âge des grands systèmes historiques qu'il surdétermine par l'en avant de ce qu'il appelle le point Oméga, le terme, l'accomplissement de tout. Et l'on peut parler à son endroit d'optimisme tragique, car jamais il n'oubliera la présence constitutive du mal dans la Création. Celle-ci occupe dans son œuvre une place considérable. Il ne faut pas se méprendre sur sa vision. Là-dessus, son ami de Lubac a opéré un discernement décisif : *« Dans l'extraordinaire aventure du Monde, il voit un drame, au cours duquel l'homme n'avoue que crise, avec les risques dont elle est chargée, et plus réellement dramatique que « toutes les égoïstes et morbides imaginations de l'existentialisme contemporain » ; enfin l'avance n'en serait pas une, si l'esprit ne devait pas sortir définitivement vainqueur de l'aventure. »* Il y aurait ainsi tout un essai à écrire sur le réalisme teilhardien, débuisquant le mal et l'imperfection dans toute l'épaisseur du temps.

D'où vient donc l'immense malentendu dont Teilhard a été longtemps la victime au moment même où il était l'objet d'une adulation dont on n'a plus l'idée aujourd'hui ? Un Jean-Luc Mélenchon reconnaissait, il y a quelques jours, qu'il avait été pour lui son premier initiateur, suscitant sans doute l'étonnement de ceux pour qui l'auteur du Phénomène humain est devenu un parfait inconnu. L'explication que l'on peut donner se rapporte au climat d'une époque marquée par la philosophie de l'histoire, l'hégélianisme ou le marxisme. Le teilhardisme constituait une alternative à une eschatologie mutilée de son accomplissement final. Il intégrait l'optimisme moderne dans une synthèse théologique qui convenait aussi bien à ceux qui participaient au progressisme marxisant qu'à ceux qui adhéraient à la rationalité technocratique. Ce ne pouvait être qu'au prix de beaucoup de simplifications et aussi de trahisons.

Ce fut d'ailleurs la raison qui motiva le père de Lubac à proposer sa propre lecture de celui qui était son ami de longue date et dont il avait suivi l'élaboration de la pensée à un moment où Teilhard n'était connu que de son milieu scientifique. Apparemment, le grand théologien procédait à une apologie de l'œuvre, en répondant aux féroces arguments de l'adversaire. En réalité, il s'agissait de sauver Teilhard des méfaits du teilhardisme triomphant. Le père de Lubac s'en exprimait franchement dans une lettre à son ami Bruno de Solages : *« La question Teilhard me préoccupe de plus en plus, lui écrivait-il en juillet 1960. Le succès grandissant devient dangereux. Trop de mondains, trop de politiques, trop d'incompétents, trop de doctrinaires aux courtes vues, voilà de quoi se compose presque uniquement l'ensemble de ceux qui parlent de Teilhard et qui finiront bientôt par en imposer à tous une interprétation profondément déformante. »*

Nous sommes loin désormais de ce teilhardisme triomphant et déformant. Peut-être est-ce la chance d'une redécouverte, à frais nouveaux, d'un penseur original avec sa fameuse vision et ses aspérités. Il est vrai que la disparition (provisoire ?) de ce qu'on appelle les grands systèmes de sens, liés aux synthèses historiques globales, ne dispose plus aux mêmes appétences qu'hier. Il n'empêche que Teilhard pourrait retrouver de nouveaux motifs d'éveil de la pensée, ne serait-ce que le souci écologique omniprésent aujourd'hui et qui reçoit pleine justification dans une œuvre où le cosmos brille dans toute sa gloire.

Gérard LECLERC

Pierre Teilhard de Chardin - *Écrits du temps de guerre (1916-1919)*, Les Cahiers rouges, Grasset, 1992, 476 p., 10,55 €.

Amado Granell

libérateur de Paris

Le premier soldat de la France Libre à parvenir sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris, en 1944 était... espagnol. Pour la première fois en français, un récit de sa vie et de ses combats est disponible.

Une fois n'est pas coutume : le grand quotidien espagnol *El País* a récemment salué sur quatre colonnes la parution d'un ouvrage publié... en France ! Il s'agit, pour le quotidien de centre-gauche, de présenter l'une des rares figures de l'histoire de la guerre civile espagnole susceptible de créer un peu d'unanimité autour de son souvenir, Amado Granell.

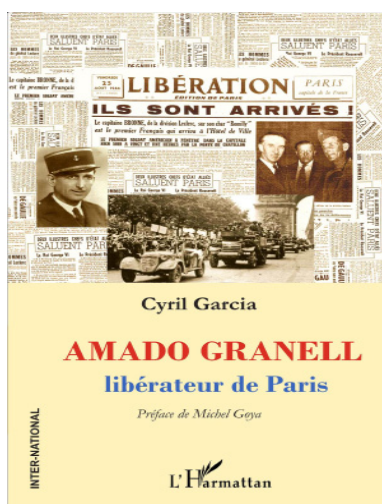
À la tête des combattants espagnols de la neuvième compagnie du régiment de Tchad de Leclerc, Granell parvient en éclaireur à l'hôtel de ville de Paris, le 24 août 1944. En juin 2015, quand le roi Philippe VI inaugure aux abords de la place de l'Hôtel de Ville le jardin de la *Nueve*, quelques dépositaires de la mémoire républicaine le critiquent. Quelques semaines plus tard, Pablo Iglesias – le jeune dirigeant de Podemos qui se dit à titre personnel *républicain* se rend à un autre endroit de la capitale française pour un hommage du même ordre au commandant de la *Nueve*.

Depuis l'adoption, en 2007, de la loi dite de *la mémoire historique*, tous les gestes sont calculés, outre-Pyrénées, pour ceux qui souhaitent voir enfin être réévaluée la part prise par les Espagnols à la lutte contre le fascisme, il y a maintenant plus de soixante-dix ans. Le fait que, pour la première fois, une biographie soit consacrée par un Français au commandant de *La Nueve* a réjoui nos voisins. L'historien Cyril Garcia – s'inspirant notamment des travaux publiés en Espagne et chez nous par la journaliste Evelyn Mesquida – fait toute la lumière sur le destin de l'homme qui fut aussi un citoyen engagé, après la Seconde Guerre mondiale, en faveur d'une transition démocratique pour son pays.

Pour les royalistes de la NAR, il est important de se rappeler qu'Amado Granell fit un temps tout son possible pour créer une union entre les républicains et les monarchistes, au lendemain de la publication du Manifeste de Lausanne lancé par Don Juan – le grand-père de l'actuel roi d'Espagne. Le 10 mars 1945, alors que l'Espagne de Franco est isolée sur la scène internationale, le prétendant au trône appelle le dictateur à

quitter le pouvoir. « *Amado Granell va tour à tour défendre la République puis la monarchie constitutionnelle dans des périodes où ces régimes apparaissent les plus aptes à réformer l'Espagne et à défendre les plus humbles* », nous rappelle l'auteur.

Mais, à la fin des années 1940, les démocraties occidentales s'accommodent de la dictature, et Don Juan trouve un arrangement avec Franco afin d'envoyer en Espagne le prince Juan Carlos. La magnifique carrière d'Amado



Granell a commencé deux décennies plus tôt. Né en 1898, année terrible pour l'Espagne – le pays perd alors les Philippines et Cuba, les deux derniers joyaux de son empire colonial –, l'enfant grandit au sein d'une famille de commerçants aisés de la région de Valence. Le futur libérateur de Paris trouve pour la première fois dans la guerre du Rif (1921-1926) l'occasion de prouver sa valeur militaire. Ses choix politiques font cependant de lui un fervent défenseur de la République proclamée en 1931. En 1936, alors que sonne la victoire du Front populaire, il devient conseiller municipal du parti Gauche républicaine – dirigé par Manuel Azaña, deuxième et dernier président de la République espagnole. Quand la guerre civile éclate, la même année, il rejoint l'une de ces milices que l'on reconvertit en armée régulière.

« En s'engageant au sein d'un bataillon de l'Armée des volontaires, il défend, avant tout, le gouvernement légitime de la République » nous dit Cyril Garcia. Ses batailles sont alors celles que l'Histoire retient. Amado Granell participe au siège de l'Alcazar de Tolède, puis à la défense de Madrid. C'est ensuite la campagne de Teruel, pièce essentielle pour le maintien des communications entre la capitale et la Catalogne. Mais la ville tombe définitivement aux mains des franquistes, en février 1938. De Valence, le président du Conseil Juan Negrín veut alors faire un point fort de résistance au fascisme. L'aide des Brigades internationales – au sein desquelles on compte neuf mille combattants français – est essentielle. Pourtant, pour des raisons politiques, le gouvernement décide de se séparer d'elles. La décision sème le trouble.

Le commandant Amado Granell, à la tête d'un régiment depuis la fin de 1937, continue le combat sans état d'âme et participe aux opérations militaires de l'Ebre. Ce repli stratégique laisse en fait derrière lui un millier de blessés et de morts. Valence est perdue et Amado Granell, qui réussit pourtant une percée de soixante kilomètres dans les lignes ennemies, doit rapidement rebrousser chemin. La République vaincue, ses combattants et leurs familles doivent fuir la répression franquiste. Après avoir été de toutes les batailles de la République, Amado Granell débarque ainsi à Oran démuné de tout. Officier, il est transféré dans un camp. Un décret-loi français du 12 novembre 1938 prévoit, en effet l'internement de « *tout individu, Français ou étranger, considéré comme dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique* ». Dans le sud ouest de la France, des centaines de milliers d'Espagnols sont eux aussi enfermés dans des camps. Mais l'entrée de la France dans la Seconde Guerre mondiale permet l'intégration de nombreux anciens soldats de la République espagnole dans la Légion étrangère. Amado Granell tente en vain d'y entrer et parvient seulement à retrouver la liberté. C'est à la suite de l'opération Torch, en novembre 1942, qu'il réussit à s'engager dans ces Corps Francs d'Afrique, qui marcheront jusqu'aux Champs-Élysées. Cinq ans plus tard, en 1947, le général Leclerc remet personnellement la Légion d'honneur à Amado Granell pour le récompenser de tous les faits d'armes accomplis au service de la France.

Christophe BARRET

(1) Cyril Garcia, *Amado Granell, Libérateur de Paris*, préface de Michel Goya, L'Harmattan, coll. Inter-National, 2016, 180 p., 18 €.

Actualités de la Nouvelle Action royaliste



La nation et l'universel

« Ce livre, qui porte bien son titre, se doit donc de figurer sur le bureau ou la table de nuit de tous ceux qui, quoi qu'ils pensent de l'idéal monarchique ou de l'idéal républicain, ont conscience des affrontements à venir. Ce livre est une lecture impérative pour ceux qui veulent décrypter LE politique pour ne pas se tromper de choix dans LA politique ».

Jacques Sapir

En vente :

- À la NAR, 38 rue Sibuet, Paris XIIe, au prix de 18 € ;
- Sur notre site : www.nouvelle-action-royaliste.fr
- Envoi dans toute la France, au prix de 22 € franco ;

Souscription 2016

Lancée il y a quelques semaines, voici les premiers résultats de notre souscription

G. LERES : 100 € ; C. ANGLADE : 15 € ; JJ. BERGEON : 15 € ; A. KINART : 150 € ; A. NERY-ROUTA : 50 € ; F. D. : 50 € ; D. S. : 20 € ; J. de ROUX : 30 € ; M. DEBRAY : 50 € ; B. BARBICHE : 50 € ; P. VINCENT : 100 € ; Anonyme : 150 € ; A. BARRIÈRE : 200 € ; J. DAUVERGNE : 25 € ; Anonyme : 50 € ; A. FORGET : 30 € ; J. de POULPIQUET : 30 € ; Jacques LAMBALAI : 10 € ; Alain JOUFFROY : 30 € ; Jean-Claude AUBERGER : 10 € ; A. GALLIÈRE : 50 € ; L. JAUME : 40 € ; J. BERBINEAU : 100 € ; A. BACQUET : 30 € ; F. MELLÉ : 50 € ; R. DESCIMON : 40 € ; M. & M. PINÇON-CHARLOT : 100 € ; D. BOURDELIN : 50 € ; P. BAUDIN : 30 € ; G. BONHOMME : 20 € ; G. BRODUT-YVICQUEL : 50 € ; P. GROS : 50 € ; JM TISSIER : 100 € ; C. FERRAND-BLAZER : 100 € ; E. HAREL : 25 € ; Ph FAVRE : 100 € ; L. LAGADEC : 50 € ; F. BOURGUIGNON : 75 €

Total de la liste : 2 360 €

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain. Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'**Abonné des Mercredis** annuelle (15 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 8 juin

Lucien JAUME

Directeur de recherches émérite au CNRS

Jules Ferry et la laïcité

Mercredi 15 juin

Christophe VENTURA

Chercheur-associé à l'Iris, enseignant à Paris VIII et journaliste.

Où en est l'Amérique latine ?

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

**Abonnement,
adhésion et librairie**
règlement à l'ordre de :
**la Nouvelle Action
royaliste (NAR)**

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

**Grande braderie
permanente !
dans les locaux :**

livres anciens
de 2 à 5 €

et livres récents
à moitié prix

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.L. 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G
84 801
ISSN 0151-5772

Après eux le déluge

Petit jeu de rôle : vous êtes président de la République, votre unique motivation est d'être réélu l'an prochain, et dans ce but vous avez commencé à faire des cadeaux à divers groupes de pression, ce qui a amputé le budget de l'État de quatre milliards d'euros. Or vous avez promis à Bruxelles de réduire le déficit du pays. Pourquoi diable réduire le déficit, demandez-vous ? Puisqu'on vous dit que c'est un jeu de rôle, peu importe que la règle soit absurde, elle n'est là que pour le rendre plus difficile. Il vous faut donc tailler dans les budgets, mais lesquels ? Facile : ceux qui financent les activités d'électeurs qui de toutes façons ne voteront jamais ni pour la droite ni pour l'extrême droite. Par exemple, la recherche et l'écologie ? Bravo, vous avez gagné.

Le jeu virtuel est amusant. Ce qui l'est moins, c'est que la décision bien réelle du gouvernement de tailler dans ces deux budgets montre que le jeu décrit de façon crédible les calculs de François Hollande qui, pour obéir au diktat de l'Union européenne sur les déficits publics tout en préservant son avenir personnel immédiat, semble prêt à sacrifier en bloc le futur du pays.

Car c'est bien cela qui est en jeu. Les prix Nobel signataires de la tribune au Monde du 23 mai ont eu raison de signaler que les coupes dans le budget de la recherche et de l'Enseignement Supérieur représentent un « *suicide scientifique et intellectuel*. » L'État lui-même avait pourtant sanctuarisé ce budget en déclarant que celui de 2016, stable par rapport à 2015, traduisait « une volonté de répondre aux défis du présent et d'anticiper ceux de demain, (de) maintenir l'emploi scientifique et assurer le remplacement » du personnel des Instituts de recherche. (1) Le voilà maintenant amputé de 256 millions. Qu'est devenue cette belle volonté ? Où est le maintien de l'emploi ? Et ceci précisément au moment où les autres grands pays du monde (États-Unis, Allemagne, Russie, Chine...) augmentent fortement leur effort de recherche. Il s'agit bien d'un suicide.

Pour l'écologie, c'est encore pire. Non seulement elle supporte les coupes les plus importantes

de toutes celles prévues par le gouvernement (263 millions), mais elle souffre d'une double peine, puisque nombre de ses projets sont liés à la recherche, elle-même en déshérence. Mais comme le Parti écologiste s'est effondré et que le gouvernement a pris en otages ses membres les plus médiatiques, pourquoi continuerait-il à poursuivre plus longtemps cette fiction d'un PS soucieux de l'environnement ? Le drame, c'est que cela arrive au moment précis où les efforts consentis devraient être les plus importants, et surtout les plus constants : celui de la transition énergétique et des engagements liés aux accords de la COP 21. Voilà qui nous fait regretter l'autre suicide, celui de l'écologie politique. Nous n'avons jamais attendu grand-chose des mouvements écologistes, mais au moins agissaient-ils comme groupe de pression. Ils ont disparu, le PS en conclut, comme nous le craignons, (2) que puisque l'écologie politique est morte en France il n'est plus besoin de poursuivre de politique écologique. Tragique erreur qui va coûter cher dans les années qui viennent, maintenant que se font sentir les dégâts liés au réchauffement climatique.

Devant la levée de boucliers unanime des Instituts de recherche, des syndicats, des agents de la recherche, des Universités et du public, le gouvernement s'est lancé dans un rétropédalage grotesque. Non pas en revenant sur ces coupes budgétaires, mais en « communicant » sur leur imputation aux fonds de roulements des Instituts. Ce tour de passe-passe, déjà utilisé en son temps par Valérie Pécresse, va contraindre les instituts et les universités à limiter et repousser une fois de plus leurs dépenses courantes, donc in fine à réduire leurs activités, y compris d'enseignement et de recherche. Voilà qui ne changera rien au résultat final qui plombe l'avenir du pays.

Cette belle combinaison ne fait qu'ajouter le mensonge et le cynisme à l'inconséquence. Au moins a-t-elle le mérite de mettre en lumière le seul but de notre président : survivre, quel qu'en soit le coût pour la France. Quant à la confiance que l'on pouvait avoir dans ce gouvernement, elle est belle et bien morte dans tout le pays.

François VILLEMONTAIX

(1) <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid93743/budget-2016-des-moyens-en-hausse-en-faveur-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche.html>

(2) Royaliste numéro 952, page 3, « Verts – Victoire à la Pyrrhus ».